

**Séance ordinaire du
lundi 14 décembre 2020**

L'an deux mille-vingt et le quatorze décembre, les membres du Conseil municipal, légalement convoqués, se sont assemblés en visioconférence, sous la présidence de Monsieur le Maire, Michaël DELAFOSSE.

Nombre de membres en exercice : 65

Extrait du registre des délibérations du Conseil municipal de la Ville de Montpellier

Protection de la population et tranquillité publique

Présents :

Taslime AKBARALY, Nadia AKIL, Luc ALBERNHE, Eddine ARIZTEGUI, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Christophe BOURDIN, Françoise BOUTET-WAISS, Véronique BRUNET, Elodie BRUN-MANDON, Emilie CABELLO, Michel CALVO, Roger-Yannick CHARTIER, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Jean-Dominique DELAVEAU, Mickaël DIORE, Fanny DOMBRE-COSTE, Alenka DOULAIN, Caroline DUFOIX, Abdi EL KANDOUSSI, Maryse FAYE, Julie FRÊCHE, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Mylvia HOUGUET, Stéphanie JANNIN, Salim JAWHARI, Stéphane JOUAULT, Flora LABOURIER, Mustapha LAOUKIRI, Max LEVITA, Mustapha MAJDOUL, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Marie MASSART, Patricia MIRALLES, Fatma NAKIB, Laurent NISON, Bruno PATERNOT, Catherine RIBOT, Agnès ROBIN, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Radia TIKOUK, Bernard TRAVIER, Joëlle URBANI, François VASQUEZ, Annie YAGUE.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code général des collectivités territoriales :

Mohed ALTRAD ayant donné pouvoir à Serge GUISEPPIN, Georges ARDISSON ayant donné pouvoir à Hervé MARTIN, Hind EMAD ayant donné pouvoir à Roger-Yannick CHARTIER, Yvan NOSBE ayant donné pouvoir à Julie FRÊCHE, Clothilde OLLIER ayant donné pouvoir à Alenka DOULAIN, Manu REYNAUD ayant donné pouvoir à Marie MASSART, Philippe SAUREL ayant donné pouvoir à Abdi EL KANDOUSSI, Charles SULTAN ayant donné pouvoir à Julie FRÊCHE.

Absents :

Délégation de Service Public - Fourrière Automobile - Avenant n° 3 - Autorisation de signature

Monsieur Sébastien COTE, Adjoint au Maire, rapporte :

Par délibération en date du 3 novembre 2017, la Ville de Montpellier a confié à la société ENLEVEMENT ET GARDIENNAGE SERVICES (EGS) l'exploitation du service public de la Fourrière Automobile par convention de Délégation de Service Public (DSP) pour une durée de 7 ans à compter du 1^{er} janvier 2018.

Par délibération en date du 3 avril 2018, l'avenant n° 1 a été passé pour autoriser la cession du contrat de DSP à la société dédiée EGS conformément à l'article 41 du contrat. Cette société est immatriculée au RCS de Montpellier sous le numéro 833 916 802, son siège social est situé au 1945 avenue de Toulouse 34070 Montpellier.

Par délibération du 6 février 2019, à la suite de la publication au journal officiel de l'arrêté interministériel du 28 décembre 2018, les tarifs des frais de fourrière ont été modifiés par l'avenant n°2.

Conformément à l'article L.1411-3 du Code général des collectivités territoriales, le délégataire produit avant le 1^{er} juin de chaque année à l'autorité délégante un rapport comportant notamment les comptes retraçant la totalité des opérations afférentes à l'exécution de la délégation de service public et une analyse de la qualité du service. Ce rapport permet à l'autorité délégante d'apprécier les conditions d'exécution du service public.

Les rapports annuels 2018 et 2019 du délégataire font état d'un déficit cumulé à hauteur de -426 K€. Aussi, les capitaux propres de la société dédiée apparaissent fortement négatifs.

Le 11 février 2020, le délégataire a sollicité la collectivité afin d'enclencher une procédure de conciliation en application de l'article 74 du contrat de DSP.

Au regard de ces deux premières années de contrat, les comptes de la délégation de service public ont ainsi été analysés afin d'identifier les causes du fort déséquilibre constaté.

L'économie du contrat est notamment marquée par la chute du cours de la ferraille, soit une diminution de 31% des recettes (élément constitutif d'un cas de force majeure), et par une baisse des interventions de l'ordre de 6% par rapport à l'année 2018 et de 23% par rapport aux prévisions contractuelles initiales. Il est à noter également un parc contraint avec un stock important de véhicules déclarés volés ou faisant l'objet de réquisitions judiciaires, contribuant à l'encombrement d'un parc par définition limité.

Conformément notamment à l'article L.3135-1 du Code de la commande publique, un avenant au contrat est désormais nécessaire afin de revoir les conditions économiques et de permettre l'adéquation des charges d'exploitation au niveau d'activité de la fourrière automobile.

Par conséquent, afin d'assurer la continuité du service public, l'avenant 3 propose la modification des articles suivants :

- Article 6 relatif aux assurances :

Le délégataire communiquera au plus tard le 30 janvier de l'année en cours une attestation d'assurance. La Ville de Montpellier peut à tout moment exiger la justification de paiement régulier des primes d'assurances.

- Article 33 relatif aux sites de gardiennage :

L'extension du site principal situé au 1945 avenue de Toulouse par un terrain contigu à l'angle du chemin de Poutingon, afin de fluidifier l'activité. Ce terrain de 1834 m² incluant un hangar sera réservé au stockage de longue durée des véhicules aux motifs « volés » ou « judiciaires ».

- Article 34 relatif aux conditions de mise à disposition des biens immobiliers et entretiens des locaux.

34.b) Etat des locaux et état des lieux :

Dans le cas d'une mise à disposition, en cours de contrat, d'un bien immobilier, un état des lieux complémentaire sera établi contradictoirement entre le délégataire et la Ville de Montpellier.

34.l) Le compte Gros Entretien Renouvellement (GER) :

La diminution de 70 000 € de l'obligation de Gros Entretien Renouvellement. Le nouveau montant de 210 000 € sur la durée du contrat, court à compter de l'exercice 2020 et permettra notamment d'équiper d'un système de vidéosurveillance /alarme anti intrusion l'extension prévue du site principal.

- Article 35 relatif au Parc des véhicules de remorquage :

La diminution de 10 à 9 véhicules de remorquage, biens de retour.

- Article 54 relatif à la fixation de la redevance due au délégant :

Modification du calcul de la redevance d'exploitation partie variable à partir de l'exercice 2020 afin de l'adapter au niveau d'activité. La part variable sera égale à 30 % des produits d'exploitation réalisés par le délégataire sur les opérations effectuées dans le cadre du présent contrat à partir de 1 230 001 €/an de produits d'exploitation si et seulement si le seuil des 8 500 réquisitions émises est dépassé.

Les annexes 1.3 (Véhicules de remorquage) ; 4 (Compte d'exploitation prévisionnel) ; 5.1 (Plan de l'extension) ; 11 (Investissements) ; 16 (Etat des lieux entrant) seront ainsi ajoutées ou modifiées.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- d'approuver les termes de l'avenant n°3 à la Convention de Délégation de Service Public pour l'exploitation de la fourrière automobile ;
- de dire que les crédits sont inscrits au budget de la Ville de Montpellier, chapitre 931 ;
- d'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 65 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

**Fait à Montpellier, le 18 décembre
2020**

**Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire**

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 24 décembre 2020

Liste des annexes transmises en Préfecture :

- ANNEXE 1.3 DSP FOURRIERE - VEHICULES DE REMORQUAGE.pdf
- ANNEXE 4 DSP FOURRIERE - CEP.pdf
- ANNEXE 11 DSP FOURRIERE - INVESTISSEMENTS.pdf
- ANNEXE 5.1 PLAN DE L'EXTENSION.pdf
- Avenant 3 DSP Fourrière V011220.pdf

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur
034-213401722-20201214-150833-DE-1-1
Acte Certifié exécutoire
Envoi en Préfecture : 24/12/20
Réception en Préfecture : 24/12/20

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.